

DS/JR
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 4 AVRIL 2018**

Envoyé en préfecture le 10/04/2018

Reçu en préfecture le 12/04/2018

| | |
|---|----------|
| Affiché le | SEBA EAU |
| ID : 007-250700267-20180404-2018CS040015-DE | |
| DELEGUES : | |
| Nombre | |
| Quorum | 42 |
| Présents | 46 |
| Pouvoirs | 13 |
| Votants | 59 |
| Abstentions | 1 |
| Suffrages exprimés | 58 |
| Majorité requise | 30 |
| Pour | 58 |
| Contre | 0 |

OBJET : 1.2 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – EXPERIMENTATION TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU – BILAN ET SUITE A DONNER

L'an deux mille dix-huit, le quatre du mois d'avril, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

| | |
|--|--|
| <u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljalou) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MOUTERDE Hélène et SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / TAULEIGNE Lise (Fabras) / PASCAL Jean (Faugères) / ELADIE Farid (Grospierrres) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / PERRIER Bernard (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Éric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac) | <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. GINEVRA Stéphane (Chirols) / DIVOL Max et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc). <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. FALLOT Joseph et BACCONNIER Jean-Claude <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / BALMELLE Robert et GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / LACROTTE Robert (CDC Bassin d'Aubenas) |
|--|--|

Titulaires ayant donné procuration :

| | |
|--|---|
| <u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) à M. SAUBIN Philippe M. CLADT Bernard (Labégude) à M. LACROTTE Robert M. BRUN Marc (Meyras) à M. PASCAL Jean M. GIBERT Alain (Rocles) à M. RAMANMALI Angelin M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. VIELLARD Jean-Léon M. SERRE Michel (St Alban Auriolles) à M. DEVANCIARD Gilles M. GRASSET Guillaume (Vinezac) à M. MANENT Pierre | <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) à M. GARRIDO Jean-Manuel Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) à M. MERINE Philippe Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) à M. FAUGIER Christian <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. AUDIGIER Christian à M. FALLOT Joseph <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Pays Beaume-Drobie) à M. BACCONNIER Jean-Claude M. GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) à M. LEYNAUD Jean-Marc |
|--|---|

Titulaires excusés :

| | |
|--|--|
| <u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MM. ORIVES Éric (Lalevade d'Ardèche) / DURAND Jean-Roger (Largentière) / RISSE Michel (Malbosco) / PERBOST Serge (Ruoms) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) | <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche) / CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas) |
|--|--|

Titulaires absents :

| | |
|--|---|
| <u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / CHARRON Claude (Lalevade d'Ard.) / AMET Maryse (Largentière) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / IMBERT Guy (Rocher) / ROURE Sébastien et KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / MESSAoudi Simone (Ruoms) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / ROURISSOL Denis (St Privat) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / AVIAS Cyrille-Christophe et CHARROUD Annie (Ucel) / EL FARKH Marie (Vals-Les-B.) | <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René, MARRON Jacques. <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. MAUDUIT Jean-Yvon |
|--|---|

Suppléants présents avec voix délibérative :

| | |
|---|---|
| <u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. GLEYZE Jean-Luc (Largentière) / BOYER Joël (UCEL) | <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN-</u> M. DEVOS Benoît <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. FLAMBEAUX Patrice (CDC Gorges de l'Ardèche.) / MANENT Pierre (CDC Bassin d'Aubenas.) |
|---|---|

Le secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE.

**OBJET : 1.2 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – EXPERIMENTATION
L'EAU – BILAN ET SUITE A DONNER**

Suite aux délibérations favorables du comité syndical en 2014 et 2015, le SEBA a été inscrit par décret du 31/07/15 sur la liste de la cinquantaine de collectivités retenues pour participer à l'expérimentation sur la tarification sociale de l'eau.

Les élus ont immédiatement fait le choix stratégique de la proximité et de l'étude individualisée des dossiers, excluant de fait toute approche purement statistique, du type « éligibilité au dispositif au-dessus d'un des minimas sociaux ou d'un seuil d'aide ».

Ceci pour deux raisons essentielles tenant à notre territoire :

- Une population d'abonnés relativement faible (24 000), typique d'un syndicat rural, permettant une analyse fine des situations ;
- Un territoire aux frontières administratives diverses : 44 communes, 8 communautés de communes, de nombreux CCAS,... et donc de grandes difficultés à obtenir des statistiques d'action sociale homogènes et ordonnées.

Par ailleurs, les élus ont immédiatement exclu l'embauche d'un travailleur social en interne, d'une part parce que le syndicat n'a pas cette vocation et, d'autre part, à cause du faible nombre de dossiers pressentis.

En effet, le délégataire qui exploitait nos services d'eau potable et d'assainissement jusqu'au 31 décembre 2017 avait une politique ancienne de dégrèvement en relation avec les travailleurs sociaux du Département, à hauteur de seulement quelques dizaines de dossiers par an sur notre territoire.

Par délibération du 23 novembre 2015, le comité syndical tirait conséquence de ces constats et sollicitait le Conseil départemental de l'Ardèche pour mobiliser la structure juridique du Fonds Unique Logement (FUL) au bénéfice de notre expérimentation.

Le temps de la mise en place, les premières aides ont été distribuées dans le courant du premier trimestre 2016.

Après consultation des équipes sociales du Département, et pour se fondre au maximum dans les dispositifs existants, il a été décidé de fonctionner de la façon suivante :

- Les usagers sollicitant une aide sont renvoyés vers les centres médico-sociaux, pour étude de leur dossier au titre du FUL par les travailleurs sociaux de secteur ;
- Le FUL mène l'étude des besoins et renvoie une fiche-navette à notre délégataire, l'informant des suites à donner ;
- Le délégataire apportait une aide représentant 20% de la facture impayée et informait le SEBA de sa décision ;
- Le SEBA n'intervient que si le solde à la charge de l'utilisateur, après intervention du FUL et du délégataire, était supérieur à 100 euros. Dans ce cas, le SEBA prend en charge 50% du solde à régler ;
- Dans tous les cas, le système laisse donc une somme d'au moins 50 euros à la charge de l'utilisateur sur sa facture ;
- Si l'utilisateur a déjà réglé sa facture avant notre intervention (délais administratifs), la somme promise est déduite sous forme d'avoir sur la facture suivante.

Comme les systèmes d'information du syndicat et du délégataire étaient strictement indépendants, nous avons créé un tableau partagé de gestion du dispositif, hébergé dans le cloud français et protégé par mot de passe fort. Ainsi, la transmission des informations était instantanée, fluidifiant au maximum la mise en œuvre de l'expérimentation.

Le bilan des aides financières attribuées est le suivant :

- Pour 2016 : 2 075 euros pour 22 foyers
- Pour 2017 : 1 750 euros pour 16 foyers.

En outre, le Syndicat a voté pour 2017 et 2018 une subvention au FUL de 6 100 euros annuels.

L'inventaire de notre intervention directe, extrêmement modeste alors que la collectivité avait budgété 25 000 euros par an, tient à l'effet d'entonnoir dû à notre positionnement en bout de chaîne de traitement social des dossiers, avec deux incidences cumulatives :

- Peu d'utilisateurs parcourent tout le processus administratif jusqu'à notre aide, soit parce qu'ils règlent leurs soucis financiers auparavant, soit qu'ils considèrent que les sommes en jeu sont finalement assez faibles, soit qu'ils organisent leur défaut de paiement de bonne ou mauvaise foi ;

- La visibilité de l'intervention sociale du SEBA est très atténuée par le fait que le nombre d'utilisateurs touchés, et par les différentes couches d'acteurs qui masquent notre concours.

Il faut souligner également que les travailleurs sociaux polyvalents de secteur doivent assimiler une multiplicité d'aides, provenant d'institutions différentes, évolutives et possédant chacune sa logique administrative propre. Cela complique leur relation quotidienne à l'utilisateur, la pédagogie à mettre en œuvre, et opacifie la frontière entre le soutien curatif et l'assistantat.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le SEBA a repris en régie les services auparavant affermés. Nous avons donc perdu l'intermédiation qu'opérait le délégataire entre les usagers et le dispositif. Si nous poursuivons l'expérimentation, il faudra reposer le cadre administratif, financier et juridique avec le FUL, circonscrire à nouveau notre intervention (l'aide de 20 % du délégataire n'existant plus), ou faire le choix d'une action interne dédiée.

L'expérimentation est pour ces raisons provisoirement suspendue depuis le début de l'année 2018.

L'Etat s'appropriant, selon nos dernières informations, à prolonger l'expérimentation, il appartient au comité syndical de se positionner sur la pérennité de ce dispositif, nécessitant en cas d'avis favorable de nouvelles modalités de fonctionnement, tout en excluant une mesure générale qui ne correspondrait plus à un but social.

Le bilan ci-dessus a été transmis dans cette forme aux services centraux de l'Etat chargés de rédiger le rapport national sur l'expérimentation, lequel sera présenté au Comité national de l'eau.

Après en avoir délibéré, la majorité du comité syndical acte la volonté à poursuivre l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau et donne délégation au bureau syndical pour fixer de nouvelles modalités (1 Abstention : M. François AUDIBERT).

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL